



Campagnes en vedette
 >> PAGE 4
 Aussi dans ce numéro: À la
 défense des droits des
 GLBT

VOLUME 1, N° 2

WWW.UNIFOR.ORG

27 SEPTEMBRE 2013



uniforum



Les membres de la section locale 88d'Unifor travaillant chez CAMI/GM se sont rassemblés pour ratifier leur nouvelle convention collective le 15 septembre dernier.

Une entente protège les emplois chez CAMI

Des centaines de travailleurs temporaires ont maintenant un emploi permanent grâce à la nouvelle convention collective à l'usine de montage de General Motors à Ingersoll, en Ontario.

« Cette ronde de négociations n'a pas été facile, mais le comité a réussi à gagner d'importantes victoires, notamment de mettre fin à la pratique de la compagnie de recourir à une

>> Suite à la page 3

La construction navale est menacée

Des commentaires formulés par Stephen McNeil, chef du Parti libéral de la Nouvelle Écosse, compromettent des années de travail pour rebâtir l'industrie de la construction navale de la Nouvelle-Écosse, affirme Unifor à la veille des élections provinciales.

Stephen McNeil a critiqué un prêt à Irving Shipbuilding qui a contribué à protéger 30 ans de travail pour le chantier naval d'Halifax et environ

>> Suite à la page 2

Bienvenue à Uniforum

Bienvenue à la deuxième édition d'Uniforum, la nouvelle infolettre bimensuelle d'Unifor.

Notre première édition du 5 septembre, Congrès spécial, était consacrée au congrès de fondation d'Unifor la fin de semaine de la fête du Travail. Maintenant, nous poursuivons avec le format normal d'Uniforum et nos rubriques régulières.

Pour les gens qui se joignent à Unifor venant des TCA,

Uniforum remplacera l'ancien bulletin d'information Contact publié chaque semaine. Pour les membres provenant du SCEP, Uniforum est tout nouveau. Nous avons également une version courriel de cette infolettre que vous pouvez obtenir en adhérant à www.unifor.org.

De plus, toutes ces infolettres seront présentées en français et en anglais.

Uniforum, publié par le Service des communications d'Unifor, sera votre façon de rester informés sur ce qui se passe dans votre syndicat, tant à l'échelle nationale que dans

>> Suite à la page 3

#unifor

Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor

@ThomasMulcair Petit déjeuner productif avec @JerryPDias de Unifor à Toronto #SyndicatUnifor #NPD pic.twitter.com/sCOWU6fRYO

@FTQnouvelles Les meilleurs ambassadeurs pour les #SyndQC sont leurs propres membres. #JeunesFTQ #Unifor

Hausse du salaire minimum

« Il est temps d'augmenter le salaire minimum en Ontario à 14 \$, une première étape dans l'établissement d'un « salaire-subsistance », a déclaré Unifor dans un mémoire récent soumis à un panel examinant le salaire minimum de la province. Les économistes d'Unifor, Jim Stanford et Jordan Brennan, ont déclaré qu'un salaire minimum plus élevé aiderait les familles à faible revenu, encouragerait les consommateurs à dépenser et créerait des emplois. 

Solidarité entre les sections locales d'Unifor

Au nom des membres de la section locale 2002 d'Unifor, Chuck Doyle est allé à Trois-Rivières, au Québec, pour offrir un chèque de 1 000 \$ et un nouveau drapeau d'Unifor à Jean Simoneau, président de la section locale 184. Les membres de la section locale travaillent à Silicium Bécancour; ils sont en lock-out depuis le mois de mai. 

Mises à pied chez Postmedia

Unifor étudie toutes les possibilités pour protéger les intérêts des travailleuses et travailleurs de Postmedia à la suite d'une restructuration majeure et de congédiements massifs. La compagnie a brusquement annoncé ses plans de sous-traiter l'impression et la distribution de ses journaux à Calgary et à Vancouver. 

Enquête sur un accident de train



Unifor tient à exprimer ses profonds regrets aux familles des victimes de l'accident entre un train de Via Rail et un autobus d'OC Transpo le 18 septembre, à Ottawa, et offre son aide aux enquêteurs.

« Je tiens à exprimer nos plus profondes condoléances aux familles et amis des passagers qui ont perdu la vie dans la catastrophe de ce matin », a déclaré le président national d'Unifor, Jerry Dias peu après l'accident. Unifor représente les employés de Via Rail dans le service à bord, le service à la clientèle dans les gares et l'entretien. « Nos pensées accompagnent également celles et ceux qui ont été blessés dans ce terrible accident. »

Jerry Dias a déclaré qu'il

est fier des efforts déployés par le personnel de bord de Via Rail, qui a joué un rôle crucial pour aider les passagers en temps de crise. Les voyageurs sont sortis du train en toute sécurité avec l'aide du personnel de Via Rail et le personnel affecté aux urgences.

Jerry Dias a déclaré que son syndicat collaborerait sans réserve avec le Bureau de la sécurité des transports du Canada dans son enquête sur l'accident. « Nous ferons tout le nécessaire pour aider à l'enquête. Notre objectif est d'avoir un réseau ferroviaire sécuritaire, fonctionnel et accessible partout au pays. »

Jerry Dias a recommandé d'abandonner les passages à niveau comme celui où est survenu l'accident à Ottawa. « Les passages à niveau,

particulièrement dans les secteurs achalandés, causent trop de décès et de blessures inutilement. Nous recommandons fortement que des changements soient apportés aux passages à niveau combinés à d'autres améliorations nécessaires pour assurer la sécurité. »

Le gouvernement fédéral a confié un mandat de 120 000 \$ à l'Université de Waterloo pour étudier la question des passages à niveau.

Aucun membre d'Unifor n'a été blessé dans l'accident. Unifor représente 2 100 travailleuses et travailleurs de Via Rail sur un total de 9 000 membres travaillant dans le secteur ferroviaire. 

>> SUITE DE "LA CONSTRUCTION NAVALE EST MENACÉE" DE LA PAGE 1

11 000 emplois.

« Stephen McNeil compromet avec insouciance les futurs investissements dans notre province ainsi que des milliers d'emplois », a déclaré Les Holloway. « Nous avons consacré les dernières années sous le gouvernement du NPD à tenter de rebâtir et redonner confiance. Tout cela pourrait maintenant s'effondrer à nouveau en raison d'un manque d'appui du gouvernement. »

Les Holloway a déclaré que la suggestion de Stephen McNeil lors du débat des chefs que l'investissement du gouvernement dans le chantier naval n'a donné rien d'autre qu'« ...un stationnement au bout de la route », est un commentaire répréhensible et irresponsable pour quiconque



La construction navale constitue une part importante de l'économie de la région de l'Atlantique.

aspire à diriger la province.

Les Holloway a déclaré que la critique de Stephen McNeil était aussi injuste qu'irréfléchie. « Nous avons consacré les dernières années sous le gouvernement NPD à créer un endroit où les

travailleuses et travailleurs peuvent élever leur famille. Stephen McNeil et ses déclarations impulsives et spontanées compromettent tout ce travail. 

>> Suite de "Bienvenue à Uniforum" de la page!

les sections locales du Canada.

Nous vous tiendrons informés par des reportages et des articles spéciaux.

Nous présenterons en vedette des militantes et militants, des membres de la base qui se consacrent à leur section locale partout au

Canada ainsi que des campagnes vedettes tout en signalant certains enjeux que défend Unifor. Nous présenterons des photos d'événements partout au Canada ainsi que nos nouveaux membres.

Par conséquent, si vous connaissez une militante ou un militant, si vous êtes au courant d'un événement ou d'une nouvelle unité de

négociation qui devrait être présenté dans Uniforum au reste du pays, écrivez-nous à l'adresse communications@unifor.org.

Pour vous abonner à Uniforum, rendez-vous sur le site <http://www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/sabonner> et inscrivez-vous en ligne.

Pour continuer de recevoir Uniforum par la poste, vous devez nous en informer à

l'adresse courriel suivante : communications@unifor.org



À la défense des droits des GLBT



Le président national d'Unifor, Jerry Dias, a exhorté le président russe, Vladimir Poutine, à « se tenir sur le bon côté de l'histoire » et d'abroger les récentes lois qui empiètent gravement sur les droits des gais, lesbiennes, bisexuels et transgenres (GLBT).

« Nous savons tous deux

que les gouvernements ont le pouvoir de restreindre ou d'élargir les libertés, la dignité et les droits des citoyens, écrit Jerry Dias dans une lettre envoyée à Vladimir Poutine. »

Dans son discours prononcé lors du congrès de fondation d'Unifor, qui s'est tenu pendant la fin de semaine de la fête du Travail, Jerry Dias a annoncé son intention de communiquer avec le président Poutine, affirmant qu'Unifor veut travailler à bâtir une société meilleure pour tous les Canadiens et les habitants du monde entier.

« Je suis tellement fier de ce que des syndicats comme le nôtre, au Canada, se soient servi de notre force collective pour exercer des pressions visant à obtenir des changements dans les milieux de travail et les lois, de sorte que notre pays soit devenu un chef de file mondial en ce qui concerne les droits des GLBT », écrit Jerry Dias.

Alors que le monde entier surveille la Russie qui se prépare à accueillir les Jeux olympiques d'hiver, Jerry Dias a mis l'accent sur le fait qu'Unifor s'attend à ce que la

Russie appuie la Charte des jeux, laquelle comprend une politique claire en matière de lutte contre les discriminations.

Le président d'Unifor a clairement établi que cet enjeu est bien plus important que la tenue de Jeux très médiatisés et que le gouvernement russe doit respecter les droits fondamentaux des travailleurs et des citoyens, tous les jours, dans tous les milieux de travail et dans tous les quartiers.

>> Suite de "Une entente protège les emplois chez CAMI" de la page!

main-d'œuvre temporaire », a affirmé le président national d'Unifor, Jerry Dias.

Les 2 700 membres de la section locale 88 d'Unifor à l'usine CAMI ont ratifié l'entente de quatre ans le 15 septembre. La convention collective élimine le programme de la main-d'œuvre supplémentaire qui permettait à l'employeur d'embaucher des travailleuses et travailleurs temporaires.

Le président national d'Unifor, Jerry Dias, a qualifié la nouvelle convention collective de percée majeure dans la campagne du syndicat visant à obtenir de bons emplois permanents dans un contexte où les emplois sont de plus en plus précaires au Canada.

Les nouveaux employés

vont avoir accès à un régime de retraite à cotisations déterminées, une demande que la compagnie avait agressivement voulu obtenir. Le syndicat a réussi à hausser de manière significative la valeur totale du régime, au-delà de ce que l'employeur demandait au départ. Le syndicat continue de militer pour des régimes de retraite à prestations déterminées.

« Nous allons redoubler d'efforts pour améliorer les pensions pour tous les travailleurs, et nous continuerons d'exercer de vigoureuses pressions pour obtenir un régime de retraite à prestations déterminées dans les prochaines rondes de pourparlers », a affirmé Mike Van Boekel, président du comité d'usine.

Nous obtenons également une prime de signature de

3 000 \$ ainsi qu'un versement forfaitaire de 2 000 \$ en 2014, 2015 et 2016. L'entente protège les prestations du régime de retraite actuelles pour les employé(e)s actifs et les retraités et réalise des

progrès en santé et sécurité au travail, dans la sécurité d'emploi et les métiers spécialisés, dont la création de huit nouvelles possibilités d'apprentissage à l'usine. 



L'équipe de négociation d'Unifor chez CAMI.

Encadré photo: Campagne Toyota

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG



LA PAGE FACEBOOK UNIFOR LE SYNDICAT POUR TOYOTA

Les membres d'Unifor ont rencontré les travailleuses et travailleurs de Toyota aux portes de l'usine afin de leur expliquer les raisons pour lesquelles ils devraient adhérer à Unifor.



LA PAGE FACEBOOK UNIFOR LE SYNDICAT POUR TOYOTA

Une partie du matériel remis aux travailleuses et travailleurs de Toyota expliquant leurs droits et les avantages d'adhérer à Unifor.

Améliorer la sécurité des véhicules blindés

Jerry Dias, président national d'Unifor, a offert de dépêcher une délégation composée de dirigeantes et de dirigeants des sections locales provenant du secteur des véhicules blindés, afin de rencontrer le ministre fédéral de la Sécurité publique et de présenter des arguments en faveur de l'adoption de règlements englobant tous les aspects de la sécurité pour cette industrie.

Dans une lettre envoyée au ministre de la Sécurité publique, Steven Blaney, Jerry Dias écrit que « le Canada est

doté d'un ensemble hétéroclite de règlements désuets et inefficaces censés régir le secteur des véhicules blindés et de la logistique sécurisée ».

Il demande la mise sur pied d'un groupe de travail fédéral pour examiner ce secteur, consulter les parties intéressées et élaborer de nouveaux règlements. Il a accompagné sa lettre à Steven Blaney d'un exemplaire du document de travail qu'Unifor a préparé sur cette industrie, intitulé *Armé et en sécurité*. Ce document

recommande de mettre en place des normes minimales pour la formation des employés, les spécifications des véhicules, la composition des équipes et l'équipement de sécurité.

Représentant 2 000 travailleuses et travailleurs de l'industrie des véhicules blindés, travaillant surtout chez Brinks et G4S, Unifor exerce des pressions pour que les règlements de sécurité soient améliorés dans ce secteur. Dans sa lettre, Jerry Dias écrit que la concurrence accrue dans ce secteur met en

danger le public et les travailleuses et travailleurs de cette industrie.

« La présence de risques a toujours fait partie intégrante de cette industrie, mais les normes perdent de leur force alors que les nouveaux venus et les entreprises déjà établies dans ce secteur se livrent à une guerre des prix féroce en abaissant les normes de sécurité », a écrit le président dans sa lettre au ministre de la Sécurité publique.

D'autres pays ont adopté une réglementation plus stricte. 

Campagnes en vedette

Une cargaison aussi sécurisée que la nôtre

Depuis 2000 au Canada, les véhicules blindés ont fait l'objet de 70 attaques, qui se sont soldées par au moins trois morts et deux blessés graves.

Il faut mettre en place des règlements englobant tous les aspects de la sécurité, alors même que les nouveaux venus et les entreprises déjà établies se font la guerre des prix en abaissant les normes de sécurité. Cette situation fait en sorte que le public, les conducteurs des véhicules

blindés et les gardiens sont plus à risque d'être victimes d'un vol à main armée et d'attaques du crime organisé.

Unifor demande de mettre en place des normes minimales pour la formation des employés, les spécifications des véhicules, la composition des équipes et les exigences relatives à l'équipement de sécurité.

Pour en apprendre davantage à ce sujet, téléchargez le document suivant : <http://www.unifor.org/fr/passer-a-l'action/campagnes/la-securite-des-employes-des-vehicules-blindes> 



Le comité central de négociation chez Brinks, en 2013

POUR PROMOUVOIR UNE CAMPAGNE DANS VOTRE SECTION LOCALE OU VOTRE RÉGION, COMMUNIQUEZ AVEC COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG.

Vision à court terme des pensions

La récente annonce du gouvernement de l'Alberta selon laquelle il prévoit adopter une loi pour limiter les pensions des employés de la province est une approche agressive et qui n'est pas nécessaire, a déclaré le directeur de la région de l'Ouest d'Unifor, Scott Doherty.

« Les pensions sont le fruit de nombreuses années de négociations. Par le passé, les employés de l'Alberta ont renoncé à d'autres gains afin de constituer leurs régimes de retraite et les amener au point où ils sont aujourd'hui. La compression unilatérale des régimes à laquelle nous assistons aujourd'hui vient à l'encontre de cette tradition », a déclaré Scott Doherty.

La semaine dernière, le gouvernement provincial a annoncé qu'il prévoit limiter les niveaux de cotisations et les améliorations aux régimes

et couper les augmentations du coût de la vie des pensions gouvernementales afin de réduire ses coûts.

Le ministre des Finances, Doug Horner, a admis lui-même que les pensions du gouvernement albertain ne se trouvaient pas en situation de crise en ce moment.

Scott Doherty est d'avis que le gouvernement aurait le temps de s'asseoir avec les syndicats, dont Unifor, pour

trouver un moyen d'assurer le maintien des régimes à long terme.

« Les régimes de retraite d'aujourd'hui correspondent en fait à l'argent que les consommateurs pourront dépenser demain, a-t-il déclaré. Non seulement toutes les travailleuses et tous les travailleurs devraient-ils être en mesure de prendre leur retraite avec dignité, mais c'est aussi une bonne gestion

économique de faire en sorte qu'après leur retraite ils jouissent d'un revenu suffisant pour continuer de dépenser et de contribuer à l'économie. »

Scott Doherty se dit prêt et disponible pour discuter au sujet des pensions. 

Virage vert

Dans le cadre de notre virage vert, nous avons décidé de limiter les envois postaux. Par conséquent, si vous souhaitez continuer de recevoir par la poste Uniforum, notre bulletin de nouvelles national, vous devez nous le faire savoir.

Envoyez alors un courriel au Service des communications d'Unifor, à l'adresse communications@unifor.org.

Vous pouvez également nous appeler au 1-800-268-5763, poste 3771.

Pour vous abonner à la version électronique d'Uniforum, cliquez sur le lien suivant <http://www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/sabonner>, et remplissez le formulaire électronique.

Le saviez-vous?

Les séances de la campagne Ensemble pour un monde plus juste sont en cours.

Une série de séances de formation d'une journée sera donnée dans l'ensemble du Canada au cours des prochaines semaines afin d'aider les sections locales à encourager la participation de leurs membres.

La participation de nos membres au travail de nos sections locales est essentielle pour qu'Unifor réussisse à obtenir de meilleures conventions collectives et construire une société meilleure.

Les séances de formation et les discussions Ensemble pour un monde plus juste, d'une durée d'une journée, font partie d'un programme organisé à l'échelle nationale par le Congrès du travail du Canada dans le but d'inciter les membres à s'impliquer dans leur syndicat.

Ces séances visent les dirigeantes, les dirigeants et les représentant(e)s des sections locales; les participant(e)s y apprendront les étapes, les activités et les ressources nécessaires pour lancer avec succès un programme Ensemble pour un monde plus juste au sein de leur syndicat et de leurs sections locales. Les séances sont gratuites et le repas du midi est fourni.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour vous inscrire, allez à la section Événements sur le site d'Unifor (unifor.org), et cherchez la séance qui se donne près de chez vous. Les places sont limitées.

Militante et militant en vedette

Nom: XXXX

Âge XXXX

Section locale XXXX

Lieu de travail: XXXX

Ville: XXXX

Unifor est un syndicat axé sur ses membres de la base, qui compte sur des milliers de militantes et de militants pour répondre aux besoins de ses membres. Dans chaque section locale se trouvent des personnes sur lesquelles on peut compter pour recevoir de l'aide. Si vous connaissez une telle personne, nous aimerions la connaître aussi.

Envoyez-nous un courriel à communications@unifor.org pour nous faire connaître votre militante ou militant vedette et nous publierons son histoire.



Veuillez indiquer les renseignements suivants : nom, âge, lieu de travail, ville. Donnez aussi une description d'environ 60 mots sur les services que cette personne rend aux membres d'Unifor. 

POUR FAIRE LA PROMOTION D'UNE OU D'UN MILITANT DE VOTRE SECTION LOCALE OU RÉGION, COMMUNIQUEZ AVEC COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG

Unifor reçoit un prix

Unifor a reçu un prix d'appréciation du Conseil des agences servant les Asiatiques du Sud, ou CASSA, pour avoir commandité un événement à Toronto célébrant la culture et l'apport de la communauté de l'Asie méridionale au Canada.

L'événement « Toronto Mela 2013 » a surtout mis l'accent sur les compressions récemment annoncées dans la programmation ethnique par Rogers Media sur son réseau de télévision OMNI.

En acceptant le prix, le directeur des droits de la personne d'Unifor, Vinay Sharma, a déclaré que les compressions affecteront les nouveaux venus.

« Nous croyons en la programmation multilingue, locale et communautaire. Nous croyons en un réseau OMNI plus fort », a déclaré Vinay Sharma. OMNI est le premier réseau de télévision gratuit multilingue et multiculturel au Canada, en Ontario, en Colombie-

Britannique et en Alberta.

Unifor représente le personnel d'OMNI dans les sections locales 830M et 723M.

Unifor avait son kiosque lors de Mela 2013 où les visiteurs pouvaient signer une pétition en appui à la programmation d'OMNI.

« La télévision multiculturelle et multilingue est non seulement indispensable pour les communautés multiculturelles afin de préserver leur héritage, mais

c'est ce qui rend le Canada unique », a déclaré Matthew Satar, étudiant de douzième année qui s'est porté bénévole au kiosque d'Unifor.

Matthew Satar a ajouté que le kiosque a accueilli de nombreux visiteurs, dont plusieurs politiciens et la plupart des gens ont signé la pétition d'Unifor. 

Des sections communautaires pratico-pratiques

Les sections locales d'Unifor jouent un rôle important pour rejoindre de nouveaux groupes de travailleuses et travailleurs par le biais des sections communautaires, une idée révolutionnaire de notre nouveau syndicat.

Le congrès de fondation d'Unifor a adopté un plan destiné à créer une nouvelle catégorie de membres pour les travailleurs non traditionnels, les « sections communautaires ». Ainsi, des groupes de travailleurs dans différents milieux de travail, touchés par des conditions de

travail précaires ou qui sont sans emploi, peuvent s'unir par l'entremise d'Unifor pour améliorer leur situation.

La première étape dans l'établissement d'une section communautaire dans votre section locale est de définir des groupes de personnes qui représentent une extension naturelle de vos propres membres.

Ce pourrait être des travailleurs dans un milieu de travail relié qui ne sont pas syndiqués, du personnel de soutien contractuel ou dans des postes à temps partiel,

des travailleurs temporaires ou provenant de l'ensemble de la communauté.

Votre section locale aidera le groupe à rejoindre d'autres membres, obtenir l'appui dont il a besoin pour poursuivre le projet et élaborer un plan d'action. Pour adopter une section communautaire, votre section locale devra modifier ses règlements et décider si cette section communautaire obtiendra un siège sur le comité exécutif. Dès que la section communautaire est formée, votre rôle consiste à

impliquer ces membres dans les activités de votre section locale, à les aider à gérer leurs finances et à trouver des façons de contribuer à la réalisation de leurs objectifs.

Pour obtenir de plus amples renseignements : <http://unifor.org/fr/a-propos-unifor/nos-sections-communautaires>.

Pour en savoir davantage sur la façon dont vous pourriez former une section communautaire, écrivez à sections@unifor.org. 

Les emplois de Ford sont assurés

Les nouveaux investissements de 700 millions de dollars à l'usine d'assemblage de Ford à Oakville représentent un énorme coup de pouce pour l'économie provinciale et nationale, a déclaré le président national d'Unifor, Jerry Dias.

« Les bénéfices de ce type d'investissement sont énormes pour la province et le pays », a déclaré Jerry Dias, lors de l'annonce de l'investissement le 19 septembre dernier. Il a cité des études montrant que chaque emploi créé dans l'usine soutient 10 emplois au total dans la chaîne de production de valeur.

« Ce type d'investissement correspond exactement à ce dont nous avons besoin : créer des emplois et nourrir l'espoir des jeunes travailleurs en leur offrant la possibilité de trouver de bons emplois. »

Jerry Dias a affirmé que les différents rôles du gouvernement dans la qualité de l'éducation et de la formation, les infrastructures, le transport et les soins de santé universels publics contribuent à stimuler ces investissements.

Jerry Dias a également attribué ces investissements au travail des membres d'Unifor en indiquant clairement que les usines



Le président national d'Unifor, Jerry Dias, s'adresse aux travailleuses et travailleurs de Ford.

canadiennes sont concurrentielles. « Nos membres chez Ford ont travaillé fort afin de garantir que cette usine soit un endroit rentable pour investir et construire des automobiles

pendant de nombreuses années à venir. »

La section locale 707 d'Unifor représente les travailleuses et travailleurs de la production et des métiers spécialisés chez Ford, à Oakville. 

Conservez les actions de GM

Le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario devraient conserver leurs actions dans General Motors plutôt que de les vendre, déclare Jerry Dias le président national d'Unifor.

Dans des lettres adressées au ministre des Finances du fédéral, Jim Flaherty, et au ministre des Finances de l'Ontario, Charles Sousa, Jerry Dias a déclaré que la valeur des actions de GM poursuivra son ascension au fur et à mesure que les ventes de l'industrie nord-américaine de l'automobile et les profits sont en hausse.

« Vendre maintenant la participation publique dans le capital de cette compagnie va priver les Canadiens de la possibilité de partager les gains liés au progrès que fait l'industrie », a-t-il écrit.

Plus important encore, selon Jerry Dias, le fait de conserver une participation publique dans la compagnie

contribuerait à assurer que les futures activités de fabrication de GM au Canada reflètent de manière équitable la contribution des Canadiens au redressement de la compagnie.

« Il est essentiel que nous utilisions tous les outils décisionnels pour faire en sorte que GM et les autres fabricants automobiles au Canada maintiennent leurs activités ici et favorisent leur croissance », a-t-il écrit. « Ce n'est tout simplement pas suffisant pour un pays comme le Canada de se rendre compétitif sur le plan des coûts, et ensuite d'attendre que les multinationales se précipitent à nos portes. »

Plusieurs pays détiennent des participations minoritaires dans les constructeurs de véhicules automobiles et autres entreprises stratégiques, notamment la France (avec 15 % dans Renault) et l'état allemand de

la Basse-Saxe (20 % dans Volkswagen).

« Ce n'est pas une coïncidence, a écrit Jerry Dias, que Volkswagen n'ait pas fermé une seule usine d'assemblage en Allemagne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. »

Malgré le coût concurrentiel de la main-d'œuvre du Canada par rapport aux États-Unis, les gouvernements doivent jouer un rôle proactif pour attirer de futurs investissements. Ils y parviendront en conservant leurs participations en capital. Unifor représente près de 40 000 travailleuses et travailleurs dans les secteurs de l'assemblage et des pièces automobiles au Canada.

Les lettres de Jerry Dias sont publiées sur le site http://www.unifor.org/sites/default/files/attachments/flaherty-sousa-gm_shares-fr.pdf 

Les conservateurs ontariens attaquent les syndicats

Tous les travailleurs ont le droit de gagner un salaire équitable, de travailler dans un environnement sécuritaire et de maintenir un niveau de vie décent, des valeurs que le Parti conservateur ontarien a clairement rejetées en fin de semaine, a déclaré le président national d'Unifor, Jerry Dias.

Le chef du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario, Tim Hudak, a déclaré aux participants au congrès sur les politiques qu'il appuie les politiques du parti qui affaiblissent les syndicats et bâillonnent les travailleurs en milieu de travail.

Cette position comprend une proposition pour interdire la formule Rand (un modèle de déduction automatique des cotisations syndicales pour tous les travailleurs couverts par les

avantages d'une convention collective).

« Le livre blanc du PC sur les lois du travail équivaut à une attaque vicieuse contre les syndicats et minera la capacité des travailleurs de négocier des conventions collectives décentes – sur un pied d'égalité – avec leurs employeurs », a déclaré Jerry Dias.

« Encore plus menaçante, cette politique ouvrira un tout nouveau chapitre dans la confrontation entre les syndicats et les employeurs, une situation dont l'Ontario pourrait vraiment se passer aujourd'hui. »

Tim Hudak a récemment exclu de son cabinet fantôme le député Randy Hillier, l'un des principaux auteurs du livre blanc de juin 2012 qui a le

premier proposé d'interdire la formule Rand.

« Tim Hudak a reconnu que Randy Hillier nuit aux préparatifs préélectorales de son parti. Il devrait maintenant reconnaître que les politiques de division de Randy Hillier sont encore plus nuisibles », a déclaré Jerry Dias.

« Aucun syndicat ne peut exister sans l'appui majoritaire de ses membres dans cette unité de négociation. La formule Rand reflète le principe fondamental de la majorité, purement et simplement », a déclaré la directrice régionale d'Unifor pour l'Ontario, Katha Fortier.

Katha Fortier a déclaré que les récents investissements aux usines de Ford et de General Motors démontrent que la libre négociation collective est compatible avec des installations industrielles modernes et concurrentielles. 

Ratifications

Les sections locales de l'Université de Windsor ratifient

Évitant de peu une grève, deux sections locales regroupant des membres travaillant à l'Université de Windsor ont ratifié de nouvelles conventions collectives qui haussent les salaires de 1,5 % par année pendant trois ans et qui ont également amélioré la sécurité d'emploi. La section locale 2458 représente 361 membres du personnel clérical, des ingénieurs des opérations et des mécaniciens alors que la section locale 195 représente 27 policiers qui travaillent sur le campus. 

Nouvelle entente pour les travailleuses et travailleurs d'IMP

Après une dure ronde de négociations, les travailleuses et travailleurs de la société IMP Aerospace, en Nouvelle-Écosse, membres de la section locale 2215 d'Unifor, ont conclu une nouvelle convention collective de trois ans avec leur employeur. L'entente comprend des hausses salariales pour chacune des trois années de l'entente (respectivement 2 p. cent, 2,25 p. cent et 2,5 p. cent) ainsi que des augmentations des échelles salariales et une cinquième semaine de vacances. 

Hausse du salaire des apprentis

Dans le cadre d'une entente conclue entre la section locale 1.01-0 d'Unifor et Prescott Machine and Welding, le salaire des apprentis est passé de 80 pour cent à 90 pour cent des taux d'un compagnon d'apprentissage, afin d'attirer de jeunes travailleuses et travailleurs pour assurer la relève d'une main-d'œuvre plus âgée. La convention collective comprend également des hausses salariales annuelles de 2 pour cent et une augmentation de l'indemnité pour des bottes de travail, qui est passée de 25 \$ à 175 \$. 

Nouvelles nominations

Planification stratégique

Fred Wilson (anciennement adjoint au président du SCEP) devient directeur de la planification stratégique, un nouveau poste qui mettra l'accent sur la planification et la coordination des principales initiatives et priorités du syndicat.

Recrutement

Duncan Brown (anciennement directeur national des communications graphiques et du Fonds humanitaire du SCEP) devient directeur des campagnes stratégiques de recrutement au Service du recrutement.

Josh Coles (anciennement coordonnateur national de la stratégie dans le secteur de la construction) devient coordonnateur des ressources en recrutement au Service du recrutement.

Roxanne Dubois

(anciennement représentante nationale en communication au SCEP) devient représentante nationale au Service du recrutement, travaillant sur les sections communautaires.

Laura Davis (anciennement directrice des projets spéciaux du SCEP en Ontario) et **Zoran Grgar** (anciennement représentant national du SCEP) deviennent respectivement représentante nationale et représentant national au Service du recrutement.

Mobilisation des membres et campagnes

Patty Barrera (anciennement directrice des projets spéciaux du SCEP) et **Mike Shields** (anciennement représentant national des TCA) deviennent respectivement représentante nationale et représentant national au Service de la mobilisation des membres et campagnes.

Recherche

Angelo DiCaro (anciennement représentant national aux communications des TCA) et **Karen Cobb** (anciennement représentante nationale en éducation des TCA) deviennent respectivement représentante nationale et représentant nationale au Service de la recherche.

Éducation

Dawn Van Nostrand (anciennement représentante nationale du SCEP) devient représentante nationale au Service de l'éducation.

Service de la condition féminine

Barb Dolan (anciennement vice-présidente administrative du SCEP pour l'Ontario) - devient représentante nationale du Service de la condition féminine.

Directeurs locaux

Rino Ouellet (anciennement vice-président administratif de la région de l'Atlantique du SCEP) devient directeur local des Maritimes.

Ken Stuart (anciennement représentant national des TCA) devient directeur local pour le Manitoba et la Saskatchewan.

Don Boucher (anciennement vice-président administratif régional pour l'Ouest dans le SCEP) devient directeur local de l'Alberta.

Directeurs industriels

Whitey MacDonald (anciennement représentant national des TCA) devient directeur du secteur de l'automobile pour coordonner les négociations collectives d'Unifor, la représentation ainsi que les questions liées au secteur de l'automobile. 

Un reporteur remporte un prix du journalisme syndical

Le chroniqueur économique chevronné Steve Arnold du Hamilton Spectator a remporté le Prix annuel du journalisme syndical de la section locale 87-M d'Unifor pour ses reportages convaincants et exhaustifs sur les conséquences désastreuses de la domination étrangère sur l'industrie de

l'acier et ses travailleuses et travailleurs de Hamilton, en Ontario. « Il écrit clairement dans le but de raconter l'histoire des travailleuses et travailleurs tout en donnant une voix à l'entreprise », a déclaré Paul Morse, président de la section locale 87-M d'Unifor, la Southern Ontario Newsmedia

Guild, qui parraine le prix annuel.

Les reportages de Steve Arnold ont examiné comment les forces mondiales ont touché les géants de l'acier, Arcelor Mittal, Dofasco et U.S. Steel, et les répercussions sur les travailleurs de l'acier préoccupés par leurs régimes de retraite, leur sécurité

d'emploi et la réalisation d'un travail significatif.

« Sa série sur l'industrie de l'acier parle des réalités de la mondialisation sur notre économie nationale », a déclaré Randy Kitt, représentant du secteur des médias sur le Conseil exécutif national d'Unifor.

Un sommet sur l'emploi s'impose

Les dernières données sur l'emploi publiées par Statistique Canada montrent une hausse alarmante des emplois à temps partiel et souligne pourquoi un sommet national sur les emplois de qualité s'impose, a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Peu à peu, notre économie se bâtit par des emplois à temps partiel, temporaires, saisonniers et précaires,

particulièrement chez les jeunes travailleurs qui accèdent au marché du travail », a poursuivi Jerry Dias.

L'économie canadienne a créé 59 000 emplois au mois d'août, dont 70 pour cent étaient à temps partiel et généralement concentrés chez les travailleuses et travailleurs plus âgés (55 ans et plus).

Malgré que ce soit la période des emplois d'été pour

les jeunes, le taux de chômage au sein de ce groupe de la population active a augmenté pour atteindre 14 pour cent.

« C'est une erreur de croire que le cheminement actuel de notre économie est statique et inéluctable », a déclaré Jerry Dias. « Le fait de garder le cap a simplement contribué à immobiliser notre marché du travail plutôt qu'à favoriser l'innovation et la croissance », a-t-il déclaré. Jerry Dias a

réitéré sa demande d'un sommet national sur les emplois de qualité et souligné que si le gouvernement ne tient pas compte de cet appel, Unifor, le nouveau syndicat canadien, organisera ce sommet durant la prochaine année.

Nous devons examiner quel type d'emplois nous voulons créer et quelle direction nous voulons donner à notre économie», a-t-il poursuivi. 